



BULLETIN D'INFORMATION

Le Pérou et son système national d'inventaire des GES : proposition et défis nationaux *Extrait du rapport de DCN du Pérou et contributions de Maria Paz Cigaran* Le Pérou fait face à de nombreux défis dans sa tentative de satisfaire aux recommandations de la CCNUCC de créer un mécanisme permanent de fourniture d'informations nationales actualisées sur les émissions de gaz à effet de serre (GES).

En voici quelques-uns :

- La nécessité d'établir des exigences pour les secteurs, afin qu'ils rapportent et fournissent des données pour l'élaboration d'un inventaire des émissions de gaz à effet de serre (GES).
- La nécessité d'établir des limites à la pollution de l'air pour alimenter des rapports réguliers dans les secteurs de l'énergie, de l'industrie et de la gestion des déchets, et de fixer des critères de classification de l'utilisation des terres dans le secteur agricole.

La mise en œuvre de SHIHGEI fait face à de nombreux défis. La plupart est liée à la pertinence de la base de données et sa mise à jour continue. Autres défis sont de nature institutionnelle, tel que la définition des rôles et responsabilités des différents organismes gouvernementaux.

- Les contraintes rencontrées par les institutions publiques du Pérou dans l'exercice de leurs fonctions, en raison principalement d'un manque de financement et d'un manque de personnel qualifié, chargé de superviser et d'assumer les fonctions qui lui sont assignées.
- Enfin, la nécessité de définir clairement les rôles et responsabilités de chaque secteur et niveau du gouvernement (national, régional et local) dans le cadre d'un système d'inventaire national des GES, et de déterminer les attentes de rendement pour certaines activités. Cette problématique rend difficile l'obligation de créer un mécanisme de collecte de données. Certaines agro-industries, par exemple, sont considérées comme appartenant à la fois au secteur de l'agriculture et à celui de la production. La production de biocarburants est actuellement sous le contrôle des secteurs de l'énergie, de la production, et de l'agriculture. De plus, les responsabilités sont parfois dupliquées.

Le renforcement de capacités est nécessaire dans les domaines du développement et du transfert de technologies, ainsi que dans le domaine de la coordination inter-institutionnelle. Ce renforcement de capacités devrait viser à concevoir un système d'inventaire des GES qui reconnaisse et utilise les efforts fournis par le pays pour contribuer à la gestion des changements climatiques. S'il existe un secteur qui a connu une amélioration considérable de l'utilisation appropriée des technologies de l'information, c'est celui de l'énergie. Malheureusement, l'exemple de ce secteur n'a pas fait tâche d'huile.

NOUVELLES

Le Programme d'appui aux communications nationales (FEM/PNUD/PNUE), en collaboration avec le Groupe consultatif d'experts des communications nationales des Parties non visées à l'annexe I de la Convention (GCE) a organisé un atelier pour les pays qui préparent leur communication nationale initiale (CNI) à la CCNUCC. Cet atelier était l'une des activités principales du plan d'action du GCE pour 2010. Il s'est tenu juste après la deuxième réunion du Groupe consultatif d'experts, du 29 septembre au 1er octobre 2010 à Manille, aux

Philippines. L'objectif global de l'atelier était d'apporter une orientation générale et de faciliter le partage d'expériences, entre les équipes des différents pays, sur les principales questions techniques et politiques liées à la préparation des CNI.

Les objectifs spécifiques de l'atelier étaient :

- D'analyser les questions techniques et politiques, notamment la façon dont la CN peut fournir des données pour une prise de décision nationale pertinente et contribuer à l'intégration des préoccupations

liées aux changements climatiques dans les priorités de développement;

- D'identifier les lacunes, les enseignements tirés, et les besoins en matière d'assistance technique, et
- De discuter, de façon concertée, des prochaines décisions à prendre pour l'amorce de la deuxième communication nationale (DCN) et des défis qu'elle pose.

Seize participants en provenance de 8 pays (Angola, Bangladesh, Bosnie-Herzégovine, Monténégro, Myanmar, Serbie, Syrie, et Timor-Leste) ont

participé à l'atelier. Il y avait parmi les participants, des coordonnateurs de projets CNI, des experts dans différents domaines thématiques, et des représentants des gouvernements nationaux et d'agences des Nations Unies. L'atelier était présidé par M. Eric Mugurusi, président du GCE, et facilité par plusieurs membres du GCE, y compris des représentants de la CCNUCC, du GIEC, du PNUE et du PNUD. Dans leurs commentaires, les participants ont mentionné l'utilité de la collaboration entre le GCE et le PACN dans la conduite de l'atelier.

Ce qui doit être fait

Le Pérou doit faire face à la nécessité de concevoir et d'établir un système d'inventaire national obligatoire des GES, dans lequel le secteur prioritaire sera l'utilisation des terres, le changement d'affectation des terres et la foresterie (UTCATF). En outre, le Pérou a besoin d'établir une Plate-forme nationale d'enregistrement et de *reporting*, avec un ensemble d'indicateurs et des situations de référence pour chaque secteur. Il faudrait pour cela :

- 1 Renforcer les systèmes d'information dans chaque secteur, afin de centraliser et systématiser une information cohérente et précise sur les «niveaux d'activité» et les facteurs d'émission, et
- 2 Mettre en place un système de suivi pour le changement d'affectation des terres et la déforestation, ce qui nécessitera :
 - i La création de critères uniformes pour la classification de l'utilisation des terres,
 - ii La recherche sur les stocks de carbone dans les écosystèmes forestiers et sur la capacité de capture du carbone par les espèces, et
 - iii La mise à jour des informations sur les taux de déforestation, les zones déboisées, les zones dégradées, et le statut d'occupation des terres dans le pays.

Enfin, il est nécessaire d'optimiser les méthodes de quantification de l'incertitude et du contrôle de qualité dans le processus d'inventaire.

Le système proposé

Afin de relever ce défi, le Pérou propose de concevoir et de mettre en place un système national d'inventaire des GES (SNINGEI, en espagnol). Le SNINGEI va

MISES À JOUR : ATELIERS

La planification, pour l'année 2011, des ateliers de formation sous-régionaux est en bonne voie. En plus d'un atelier global sur les enseignements tirés des CN, le PACN veut organiser jusqu'à quatre ateliers, sur demande des pays, ainsi qu'un certain nombre d'ateliers d'appui ciblés, pour les équipes nationales, sur la base des besoins des pays. Si vous avez une proposition de formation pouvant être utile à votre pays, veuillez contacter Allison Towle à l'adresse suivante : allison.towle@undp.org

généraliser, systématiser et diffuser - pour le pays - des informations sur les émissions de GES. La proposition technique est actuellement en cours d'analyse.

La proposition SNINGEI (illustrée dans l'image 1, Flux d'informations proposé pour l'inventaire des GES) décrit les flux d'informations et les responsabilités, ventilées selon les secteurs du Pérou. Les principaux composants seront une Plate-forme nationale d'enregistrement et de *reporting*, des indicateurs et situations de référence pour chaque secteur, et un système de vérification conçu pour optimiser les méthodes utilisées pour la quantification des incertitudes et le contrôle de qualité.

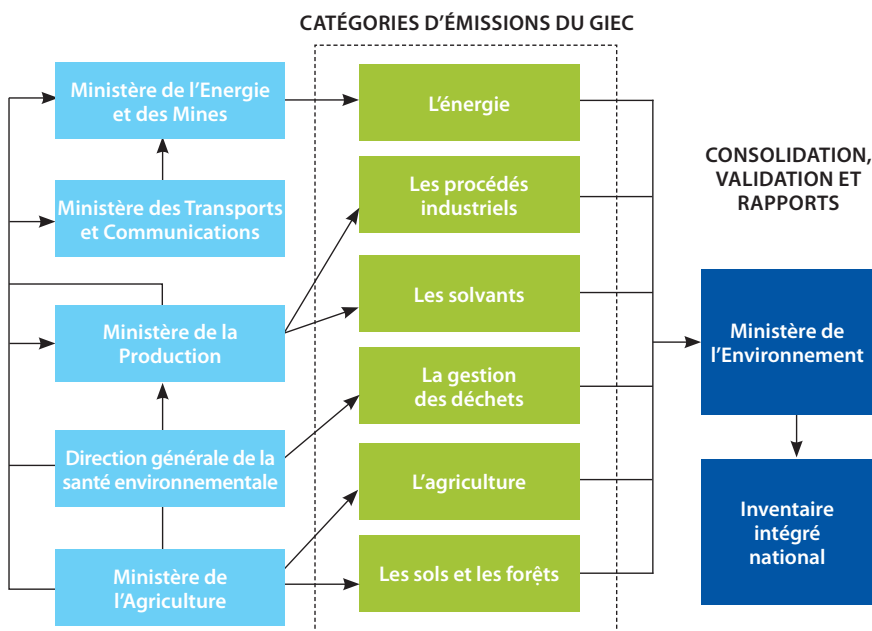
La mise en place de ce système permettra de renforcer les mécanismes d'information des secteurs, leur permettant de générer et de systématiser l'information sur les niveaux d'activité et de déterminer les facteurs d'émission. Le secteur de l'UTCATF est prioritaire, dans la mesure où il représente la principale source des émissions du Pérou et qu'il dispose en même temps de la plus faible capacité à gérer et à générer des informations. L'obtention des résultats de haute qualité pour le secteur de l'UTCATF dépend de la mise en place de critères unifiés pour la classification de l'utilisation des terres et la mise à jour de l'information sur le secteur. Afin d'obtenir ces informations, SNINGEI comprendra un système de suivi du changement d'affectation des terres et de la déforestation.

SNINGEI impliquera les autorités nationales, régionales, municipales et sectorielles ; les entités nationales responsables des émissions de GES, les organisations techniques qui recherchent, évaluent et analysent les informations relatives aux émissions de GES, et les différentes institutions et parties prenantes travaillant sur /ou intéressées par les changements climatiques et la qualité de l'air au Pérou.

Le ministère national de l'Environnement (MINAM) sera l'entité responsable de la coordination de SNINGEI. D'autres ministères tels que ceux de l'Agriculture, de l'Industrie, de la Santé, des Transports, de l'Énergie et des Mines, ainsi que d'autres organismes compétents, seront en charge de collecter des données sur les émissions générées par leurs activités et de les soumettre au MINAM.

Les responsabilités du MINAM comprennent : 1) la préparation et la soumission de la DCN du Pérou à la CCNUCC, 2) la création de supports méthodologiques, d'indicateurs et de repères, d'échéanciers et de formulaires que les organismes générateurs de GES utiliseront pour présenter leurs rapports annuels sectoriels sur les émissions de GES, 3) l'établissement de critères utilisés pour identifier les "macro émetteurs" dans chaque secteur, et 4) la mise en œuvre et le suivi des programmes et des mécanismes afin de garantir que les données produites, systématisées, et publiées par SNINGEI répondent aux normes de qualité énoncées dans les directives du GIEC. Ce dernier point comprend la mise à disposition d'une équipe d'experts sur les inventaires de GES pour le secteur de l'UTCATF.

Flux d'information sur l'inventaire des GES proposé



Source MINAM 2009

Les impacts économiques des changements climatiques au Monténégro: Un premier aperçu

Rapport du bureau pays PNUD-Monténégro – Remerciements à Selim Lika et Djordjije Vulikic pour avoir fourni les résultats de l'étude Le Monténégro a récemment achevé sa Communication nationale initiale (CNI) à la CCNUCC. Toutefois, l'étude de la CNI manque d'analyse approfondie sur deux points : 1) la façon dont les impacts physiques des changements climatiques pourraient affecter les intérêts économiques des producteurs, des investisseurs et des consommateurs dans différents secteurs de l'économie et 2) la manière dont ces impacts pourraient affecter les indicateurs de l'activité économique, tels que le produit intérieur brut, les dépenses de consommation personnelles, l'investissement privé, et les dépenses publiques.

Par conséquent, une étude subséquente a été financée par le PNUD au Monténégro pour combler les lacunes de la communication nationale et ouvrir la voie à d'autres examens en profondeur des impacts économiques. L'étude identifie les impacts potentiels des changements climatiques sur un certain nombre de secteurs et présente, dans certains cas, des évaluations préliminaires de l'ampleur de ces impacts dans le cadre de plusieurs scénarios climatiques. Veuillez cliquer [ici](#) pour accéder au rapport complet.

Les principaux objectifs de l'étude étaient :

- D'identifier les données et les modèles et méthodes de pointe nécessaires pour évaluer les impacts économiques des changements climatiques ainsi que les avantages et les coûts de l'adaptation dans les domaines de l'agriculture, de la foresterie, du tourisme, des ressources en eau, et de la santé humaine au Monténégro,
- D'évaluer la capacité du pays à élaborer et à appliquer ces données, modèles et méthodes,
- D'appliquer les données existantes, les modèles et méthodes disponibles au Monténégro pour conduire des évaluations très préliminaires de la valeur économique des impacts physiques qui ont été identifiés dans la CNI, et enfin
- De proposer des moyens d'améliorer les capacités analytique et institutionnelle existantes pour l'évaluation des impacts économiques des changements climatiques ainsi que les coûts et bénéfices de l'adaptation au Monténégro.

L'introduction de l'étude décrit la théorie sous-jacente de l'évaluation des impacts économiques des changements climatiques. L'étude identifie deux types d'impacts des changements climatiques : les impacts sur le bien-être, et ceux sur les indicateurs de l'activité économique nationale.

Les quatre chapitres suivant l'introduction mettent

MISES À JOUR : ENQUÊTES SUR L'ÉTAT DES CN

Le mois d'octobre a coïncidé avec le rapport obligatoire, au Secrétariat du FEM, sur l'état de la CN. À la suite des réponses diligentes des coordonnateurs de la CN au PNUD et au PNUE, le PACN a été en mesure de faire un rapport sur la progression de la grande majorité des pays préparant leur CN. Les données recueillies montrent que plus de 30% des pays (47 au total) sont dans la phase finale de la préparation tandis que la plupart affirment être en mesure d'achever à temps leur CN pour la 16^{ème} Conférence des Parties (COP 16) qui doit se tenir à Cancun, au Mexique, en décembre 2010. Afin de maintenir l'élan et de conserver les connaissances institutionnelles, de nombreux pays ont déjà sollicité des fonds pour l'auto-évaluation de leur communication nationale ultérieure. Le PACN est désireux d'appuyer la réalisation des CN à venir. Pour de plus amples informations, veuillez contacter allison.towle@undp.org

l'accent sur quatre secteurs économiques ou catégories d'impact au Monténégro : l'agriculture et la foresterie, le tourisme et loisirs, les ressources en eau, et la santé humaine.

Chaque chapitre souligne les principales approches méthodologiques, les types de modèles et bases de données nécessaires pour établir des évaluations complètes des dommages liés aux changements climatiques. Il tente également de décrire la capacité actuelle de développer ces modèles et de les utiliser dans l'évaluation des dommages liés aux changements climatiques au Monténégro. Dans la plupart des cas, cette capacité est extrêmement limitée, voire inexistante. Chaque chapitre contient également des recommandations à court et à long terme pour, à l'avenir, développer cette capacité dans les différentes catégories d'impacts économiques.

L'étude utilise une approche « sans regrets » en matière de renforcement des capacités. En d'autres termes, la création de modèles, méthodes et bases de données sur les changements climatiques au Monténégro est fondée sur la logique d'aider le pays à s'adapter aux changements climatiques par le biais d'un développement économique rationnel et clairvoyant dont bénéficient aussi bien les populations que l'environnement naturel et les écosystèmes. « Conclusions et recommandations » traitent surtout du renforcement des capacités.

Cette étude fait une évaluation préliminaire des dommages liés aux changements climatiques au Monténégro dans les domaines suivants :

- 1 Agriculture et Forêts :** des réductions dans les rendements du maïs à l'échelle nationale et les effets de cette situation sur les revenus agricoles bruts. L'information a été utilisée à partir d'une étude de simulation du rendement agricole en Croatie. Elle comprenait également une analyse de l'augmentation de la demande en eau des cultures et des coûts de pompage et de la distribution supplémentaire d'eau pour les cultures dans les champs irrigués (existants et nouveaux).¹
- 2 Tourisme et loisirs :** les effets de la hausse des températures sur le tourisme national et international, y compris le trafic touristique et les dépenses. Les informations obtenues à partir du modèle touristique de Hambourg (MTH) ont été utilisées pour une évaluation tandis que celles obtenues à partir de la méthodologie du projet PESETA pour évaluer les impacts sur le tourisme, ont été utilisées pour une autre.
- 3 Ressources en eau :** les effets de la baisse des ruissellements sur les recettes brutes de la vente de l'électricité produite par le barrage hydroélectrique de Mratinje, situé sur le fleuve Piva.

¹ Une évaluation supplémentaire a été entreprise, mais elle a abouti à des résultats irréalistes en raison de l'insuffisance des données. Il s'agissait d'évaluer les effets de la réduction, due au climat, de la croissance des hêtres sur les âges de rotation et la valeur des terres de peuplement des hêtres au Monténégro.

4 Santé : les effets de la hausse des températures sur l'augmentation du nombre de décès liés à la chaleur au Monténégro.

Dans la mesure où, il s'agit ici de la première évaluation des dommages liés au changement climatique au Monténégro, et du fait qu'il y ait si peu d'études similaires dans les autres pays des Balkans, il est difficile de la mettre en perspective. L'information sur les différents secteurs est insuffisante. Néanmoins, ces résultats ont permis de relever un certain nombre de questions importantes de recherches et de politique.

Conclusions et Recommandations

Principales conclusions

1 Besoin d'un modèle macro-économique centré sur les études de cas du tourisme constitue un vrai manque dans le modèle macro-économique Monténégrin, et plus globalement dans la communauté institutionnelle de modélisation.

2 Valeur de l'évaluation préliminaire des dommages liés au changement climatique. Cette étude a démontré que, même en l'absence de données plus complètes et de meilleurs modèles, une évaluation préliminaire (études de cas) peut fournir des informations utiles sur les impacts économiques du changement climatique. Elle peut constituer un guide utile pour la prise de décisions relatives à la politique de développement et au renforcement de capacités pour analyser le développement économique dans le contexte de l'adaptation au changement climatique.

3 Besoin de meilleurs modèles et données. Il existe encore d'importantes lacunes dans les modèles et les données, dans l'ensemble des secteurs examinés au Monténégro.

4 Priorités pour le renforcement des capacités fondées sur les résultats des études de cas et les plans de développement du pays. Les priorités pour élaborer des modèles efficaces sont les suivantes :

Plus haute priorité :

- i Agréger les modèles de participation du tourisme pour le pays, dans son ensemble, et
- ii Ruissellement des eaux de pluie et modèles hydro-économiques pour les bassins ciblés pour le développement hydroélectrique futur

Priorité secondaire

- i Modèles de gestion du peuplement (et de données d'appui) pour les forêts. Ceux-ci devraient inclure des modèles de croissance qui simulent les effets du changement climatique et les perturbations des forêts sur la croissance des types de forêts gérées,
- ii Modèles de végétation qui simulent la croissance et le développement des forêts dans les écosystèmes naturels,
- iii Modèles de rendement des cultures pour des cultures importantes dans le pays,

TROUSSE À OUTILS POUR LA CONCEPTION D'INITIATIVES POUR L'ADAPTATION AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES

Le PNUD est heureux d'annoncer le lancement de la trousse à outils pour la conception des initiatives pour l'adaptation aux changements climatiques. La trousse est un guide pratique pour la conception d'initiatives d'adaptation aux niveaux national, régional et communautaire. Elle est basée sur les enseignements tirés des 4 dernières années d'accompagnement du PNUD aux pays qui cherchent à obtenir des financements pour l'adaptation. La trousse offre une assistance méthodologique sur les principaux éléments à considérer lors de l'élaboration et la conception d'initiatives d'adaptation. Elle fait également une distinction entre l'adaptation et les initiatives de développement traditionnelles. Par ailleurs, la trousse

souligne les éléments fondamentaux du processus de conception, l'approche dans la recherche de consensus des parties prenantes, ainsi que les principaux outils et méthodologies. Elle présente, tout au long du texte, des conseils utiles, des études de cas, et des schémas explicatifs pour essayer de rendre les supports plus conviviaux. La trousse peut être téléchargée [ici](#)



- iv Un modèle dynamique des secteurs de l'agriculture et de la foresterie, par exemple, à travers l'intégration du modèle dynamique des secteurs agricole et forestiers en Europe (EUFASOM).

Principales recommandations

- 1 Modèle macro-économique.** Un modèle d'équilibre général calculable (EGC) devrait être élaboré pour le Monténégro.
- 2 Efforts de collecte de données.** Les études de cas ont révélé que la collecte des données devrait être améliorée dans tous les secteurs. La tentative de mener une étude de cas sur les impacts du changement climatique sur les forêts aménagées a échoué en raison d'un manque de données sur la croissance.
- 3 Développement de modèles.** Il est recommandé que les modèles d'impact physique et les modèles connexes intégrés d'évaluation environnementale et économique identifiés (ci-dessus) soient développés sur une période de cinq à dix ans.
- 4 Coordination de la collecte de données et du développement de modèles.** Il est recommandé que les efforts de collecte de données fournis par le gouvernement soient coordonnés avec les efforts de développement des modèles.
- 5 Développement des capacités du pays.** Les capacités à construire et à mettre en œuvre des modèles utiles pour la planification et la gestion des ressources naturelles, et à évaluer les impacts physiques et économiques du changement climatique, devraient être développées, avec une attention particulière portée sur le bien-être à long terme du capital humain et des institutions du Monténégro

IF YOU WOULD LIKE TO CONTRIBUTE TO OUR NEWSLETTER PLEASE CONTACT US:

Yamil Bonduki
Responsable Global du PACN
Tel: 1-212-906 6659
yamil.bonduki@undp.org

George Manful
Haut Fonctionnaire
Tel: 254-20-762-5085
George.Manful@unep.org

Gabriela R. Walker
Spécialiste Technique
Tel: 1-212-906-6659
gabriela.walker@undpaffiliates.org

Maude Veyret-Picot
Responsable du Programme
Changement Climatique
Tel: 1-212-906-6196
Maude.veyret-picot@undp.org

Allison Towle
Assistante de Programme
Tel: 1-212-906-6905
allison.towle@undp.org